

POURQUOI LES NORMALIENS SONT-ILS MORTS EN MASSE EN 1914-1918 ? UNE EXPLICATION STRUCTURALE

Nicolas Mariot

ARPoS | Pôle Sud

2012/1 - n° 36
pages 9 à 30

ISSN 1262-1676

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-pole-sud-2012-1-page-9.htm>

Pour citer cet article :

Mariot Nicolas, « Pourquoi les normaliens sont-ils morts en masse en 1914-1918 ? Une explication structurale », *Pôle Sud*, 2012/1 n° 36, p. 9-30.

Distribution électronique Cairn.info pour ARPoS.

© ARPoS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

POURQUOI LES NORMALIENS SONT-ILS MORTS EN MASSE EN 1914-1918 ? UNE EXPLICATION STRUCTURALE

Nicolas Mariot
CNRS /Curapp (UMR 7319)

RÉSUMÉ / ABSTRACT

L'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm est toujours mentionnée quand il s'agit de résumer les ravages de la Grande Guerre : l'institution incarne l'engagement des intellectuels au feu. L'article propose une interprétation des taux de mortalité de l'École qui permette de comprendre pourquoi ce sont d'abord les élèves en cours de scolarité (promotions 1910-1913) qui sont massivement touchés. Plutôt que de faire reposer l'interprétation sur la seule hypothèse du sacrifice consenti, il avance des arguments explicatifs relevant de l'histoire de l'École dans l'immédiat avant-guerre, notamment l'institution d'une préparation militaire après la réforme du service de 1905, la concurrence avec l'École Polytechnique pour conserver les meilleurs étudiants du concours scientifique, enfin l'engagement obligé des normaliens dans l'infanterie.

The École Normale Supérieure d'Ulm is always mentioned when historians summarize the ravages of World War I in France: the institution embodies the commitment of intellectuals at the front. The article offers an interpretation of mortality rates of the School which allows to understand why it is primarily students during schooling (Classes 1910-1913) that are heavily affected. Rather than basing the interpretation on the single assumption of sacrifice, it puts forward arguments pertaining to the history of the school in the immediate pre-war, including the institution of military training after the reform service in 1905, competition with the École Polytechnique to retain the best scientific students, and finally the forced commitment of the ENS students in the infantry.

MOTS-CLÉS / KEYWORDS

École Normale Supérieure (Ulm), Élèves, Première Guerre mondiale, Taux de mortalité, 1914-1918

École Normale Supérieure (Ulm), Mortality rates, Students, World War I, 1914-1918

L'une des manières les plus courantes d'évoquer à la fois l'ampleur numérique et l'étendue sociale des tueries de la Grande Guerre en France consiste, dans les manuels, synthèses ou dictionnaires, à mettre en avant un constat souvent présenté comme contre-intuitif : parmi les troupes combattantes, la proportion d'officiers tués durant le conflit est plus élevée que celle des soldats. Dans l'infanterie, l'arme la plus meurtrière, un officier sur trois disparaît pour un homme de troupe sur quatre (moins d'un sur dix dans toutes les autres armes¹). Dans ce cadre, le cas de l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm vient plus particulièrement illustrer la surmortalité des élites au long du conflit : quasiment à l'égal de leurs homologues saint-cyriens qui, eux, avaient choisi le métier des armes, la moitié des étudiants des promotions alors en cours de scolarité (1910-1913) meurent au cours de la guerre.

En raison de ces pertes effroyables, mais aussi à la lecture des prises de position et témoignages que certains normaliens, combattants ou non, survivants ou décédés, ont laissés, l'ENS est devenue une sorte d'incarnation de l'engagement patriotique des intellectuels dans le conflit (Chaline, 1996). C'est cette image que je voudrais interroger à travers deux opérations. La première, abandonnée faute de place à un projet ultérieur, consiste à réinsérer les trajectoires héroïques mises en avant dans l'ensemble des normaliens mobilisables à l'époque, autrement dit à s'intéresser non seulement aux morts, mais aussi aux (sur)vivants, combattants ou non, pour vérifier s'il est possible d'identifier des différences significatives, du point de vue des trajectoires militaires mais encore de leurs caractéristiques sociales, entre les premiers et les seconds. L'hypothèse de travail qu'elle recouvre est simple : elle consiste à montrer que les parcours combattants auxquels est identifiée la grande guerre de la rue d'Ulm (Genevoix, Pézard, Bloch ou Hertz) sont des exceptions dans l'ensemble des trajectoires normaliennes durant le conflit.

L'autre opération, qui fait l'objet des pages qui suivent, propose une explication à l'énormité du taux de mortalité normalien qui s'écarte de celle du sacrifice consenti par les élèves, même si, et il n'est pas question de le nier, on peut effectivement observer dans leurs rangs des exemples de mobilisations ardentes sinon rédemptrices. Quel intérêt y a-t-il à proposer une autre explication que celle relevant de l'hypothèse sacrificielle ? Il tient à ce que cette dernière ne permet pas de comprendre la structure très spécifique de la mort normalienne, puisqu'elle touche avant tout les promotions en cours de scolarité à l'École en août 1914 (1910-1913) mais moins nettement celles qui les précèdent ou leur succèdent. Tenir l'hypothèse sacrificielle aurait ici une conséquence délicate qu'on peut formuler ainsi : faut-il considérer que les uns ont moins été tués que les autres parce qu'ils étaient moins prêts à donner leur

1. Voir le tableau des « Pertes par armes au 1^{er} août 1919, européens et indigènes », tiré du « rapport Marin » reproduit dans Devos *et al.* (1975, p. 211). Les taux indiqués des pertes dans l'infanterie sont de 29 % pour les officiers et 22,9 % parmi les hommes de troupe mobilisés. Sur les fragilités des chiffres donnés par Louis Marin dans sa « Proposition de résolution tendant à charger la commission de l'armée d'établir et de faire connaître le bilan des pertes en morts et en blessés faites au cours de la guerre par les nations belligérantes » (session ordinaire en date du 29 mars 1920, *Annales de la Chambre des députés*, Documents parlementaires, t. XCVI, annexe n° 633), voir Loez (2008) et Prost (2008).

vie, ou inversement que ceux de 1910-1913 étaient plus motivés que leurs prédécesseurs pour aller à la mort ? Pour l'immense majorité qui est mobilisée dès août 1914, on voit mal ce qui pourrait expliquer semblable différentiel d'engagement. L'idée suivie consiste donc plutôt à suggérer que, quelles qu'aient été chez chacun des élèves l'importance du sens du devoir, la force du sentiment intérieur voire l'envie d'en découdre, celles-ci ne suffisent pas à rendre compte des formes de la saignée. Comment comprendre alors cette surreprésentation parmi les tués des élèves présents dans les murs à la mobilisation ? Pour répondre à cette question, on fera référence à un ensemble d'éléments propres à l'histoire de l'École sous la Belle Époque. L'institution d'une préparation militaire après la réforme du service de 1905, la concurrence avec l'École Polytechnique pour conserver les meilleurs étudiants du concours scientifique, la politique militaire du nouveau directeur E. Lavisse, l'engagement obligé des normaliens dans l'infanterie et le départ immédiat pour le front des élèves en cours de scolarité : autant d'éléments qui, saisis conjointement, suffisent à rendre raison du carnage.

On se propose, en quelque sorte, de retourner l'explication de l'hécatombe proposée par Émile Boutroux lors de son discours présidentiel devant l'assemblée générale de l'Association amicale de secours des anciens élèves de l'ENS, le 9 janvier 1916 : « Telle est la liste de nos morts. Jointe à celle de l'année dernière, elle nous montre les jeunes promotions littéralement décimées. La liste de nos blessés n'est pas moins longue. Or, nous savons que nos jeunes camarades n'ont pas été frappés par un destin aveugle. Officiers d'infanterie, pour la plupart, ils ont, par leur intrépidité, par leur enthousiasme patriotique, leur ténacité, leur religion du devoir, eux-mêmes recherché leur glorieux sacrifice. Témoin ce grand nombre de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur, ce nombre considérable de citations à l'ordre du jour de l'armée (...) »². Bien plus qu'à la fragile et délicate démonstration d'une quête sacrificielle, c'est bien à cerner les ressorts des destinées militaires des jeunes normaliens que cet article est consacré. Décrire les conditions objectives de leur engagement, c'est comprendre en quoi le carnage relève bien, contrairement à ce qu'avance Boutroux (mais il ne peut, à cette date et dans ses fonctions, dire autre chose), d'un implacable sort ou d'une fatalité que seuls la blessure ou l'emprisonnement chez l'ennemi rendent évitable³.

La démonstration suivra deux mouvements. Tout d'abord, on reviendra plus en détail sur l'image de l'engagement normalien telle que les témoignages et l'historiographie la dépeignent : il s'agit ici de présenter la thèse sacrificielle

2. *Annuaire* de l'Association amicale de secours des anciens élèves (désormais *Annuaire*), 1916, p. 2.

3. La critique de l'hypothèse sacrificielle développée dans cet article vise donc uniquement l'idée que c'est le consentement ou la volonté sacrificielle des élèves qui expliquerait l'ampleur du carnage. Ce qui est discuté est la figure positive de l'élan héroïque en première personne (« je me suis sacrifié ») et non un autre usage courant du terme : une formulation à la voix passive, sur le modèle de la chanson de Craonne (« nous sommes les sacrifiés »). En ce sens, l'idée qu'il y a eu « sacrifice objectif » des normaliens, au sens où ils connaissent une mortalité plus élevée que la moyenne (si l'on veut : ils ont été sacrifiés à la cause nationale) reste évidemment indiscutable dans les pages qui suivent.

à travers ses sources documentaires, pour l'essentiel des nécrologies et des témoignages. Le second point propose ensuite d'interpréter les taux de mortalité constatés en les reliant aux conditions objectives de l'engagement des normaliens en 1914.

LA MOBILISATION COMME PRISE DE PAROLE : BROCHURES PATRIOTIQUES, TÉMOIGNAGES DES SURVIVANTS ET HOMMAGES AUX MORTS

À l'ENS comme ailleurs, le monument aux morts raconte la saignée subie. 239 noms y sont gravés. C'est beaucoup pour un gros village d'environ 1400 individus, si l'on peut présenter ainsi l'ensemble des promotions recrutées entre 1886 et 1917. Mais c'est encore bien mal décrire la tuerie. Car comme on l'a déjà évoqué, on ne peut réellement en percevoir l'ampleur sans regarder ce que cache le nombre global : une hécatombe parmi ceux des élèves entrés rue d'Ulm dans les dix années précédant la guerre. En 1919, l'administration de l'École établit un bilan des pertes. Elle montre que les 236 morts alors enregistrés représentent 28,3 % des 832 élèves et anciens élèves des classes 1886-1917 effectivement enrôlés dans les services armés (autrement dit sans tenir compte des exemptés, réformés, et hommes versés dans le service auxiliaire car jugés trop faibles pour être incorporés à des unités combattantes). Pourtant la tuerie n'est pas uniforme : parmi ces 236 tués, on trouve la moitié des 211 élèves envoyés au front après avoir réussi le concours entre 1910 et 1913 contre 26 % de ceux entrés entre 1904 et 1909 et 13 % de ceux des promotions 1886-1903⁴.

On le voit : le terme de décimation, pourtant utilisé fréquemment pour évoquer un massacre, est littéralement insuffisant à qui voudrait rendre compte de ce qu'a subi l'École. Pourtant ces taux de mortalité ne permettent pas, à eux seuls, de fonder l'interprétation de ce bain de sang sous les auspices de l'engagement patriotique, sinon d'un geste sacrificiel. Pour comprendre le parti héroïque de l'exégèse, il faut réintégrer dans l'analyse l'imposant massif de papiers produit par les normaliens eux-mêmes, dans et après la guerre, et qui a servi de corpus pour en écrire l'histoire. Trois manières de raconter la mobilisation normalienne, qui sont donc autant de sources documentaires, peuvent être ici dégagées.

La première manière, la plus directement consacrée à saisir ce que fut la Grande Guerre des normaliens (Chaline, 1996 ; Devigne, 2011), repose pour l'essentiel sur la citation des nécrologies des disparus rédigées par des condisciples et publiées dans les livraisons annuelles de l'*Annuaire* de l'Association. Pour les « tués à l'ennemi », le format de ces récits, outre la remémoration d'une vie normal(ienn)e écourtée, consiste à raconter la mort et à en dire le

4. CARAN, 61AJ/163, « Statistique des élèves et anciens élèves de l'ENS mobilisés pendant la Grande guerre », 1919 et 16AJ/2895, rapport du directeur Gustave Lanson au recteur de l'Académie de Paris, 27/1/1922. Le tableau des pertes est repris tel quel dans Sirinelli (1994, p. 28).

sens. Ainsi Charles Navarre (promotion 1895 L) débute son hommage en évoquant comment a disparu son ancien élève au lycée de Grenoble Jules Pascal (1906 L), jeune agrégé d'histoire : « Jules Pascal, né à Besançon le 9 janvier 1888, est mort au champ d'honneur le 22 septembre 1914 à Lironville, (Meurthe et Moselle). Il est tombé à cinq heures du soir, en menant à l'assaut sa compagnie, tué par une balle au front ». Quelques pages plus loin, il conclut : « Mon cher Pascal, ta vie a été courte, mais pleine et glorieuse. Elle a dépassé toutes les promesses, toutes les espérances. On attendait tout de toi. Tu as fait, comme tu le souhaitais, "plus et mieux". Tu as fait le plus grand honneur à tes parents et à l'Université : tu as bien servi la France » (*Annuaire 1915*, pp. 59-67).

Le genre narratif de ces textes, mobilisant sans jamais faillir l'image de la belle mort de l'officier guidant ses hommes et le registre du devoir, du sacrifice et de la rédemption (Stromberg, 1982), conduit à classer ce corpus parmi les plus éminents représentants des modalités conventionnelles d'expression du deuil, celles-là même dont Jay Winter (1995) a montré la prégnance dans la mémoire européenne du conflit. Son usage met l'accent sur le rôle central de l'École, et particulièrement de son secrétaire général Paul Dupuy⁵, dans le maintien des liens entre élèves, archicubes (les anciens élèves dans le jargon indigène) et leurs familles par delà l'éparpillement des mobilisés. Dès le 8 septembre 1914, il adresse aux parents une lettre-circulaire leur demandant de renseigner le plus précisément possible la situation « au point de vue militaire » de leur fils.

Ainsi adossé aux lettres et nécrologies, le récit historien prolonge un double projet, dans les deux cas jamais abouti. D'abord, celui de la publication d'une anthologie des lettres des normaliens du front : avancé par E. Lavissee, le directeur rue d'Ulm depuis 1904, dès la première AG du 10 janvier 1915 de l'Association des anciens élèves (« Nous garderons précieusement ces lettres ; on y trouvera plus tard les documents d'un beau chapitre de notre histoire normalienne. C'est notre camarade Paul Dupuy qui correspond avec nos soldats et avec leurs familles. Grâce à son activité et à son bon cœur, l'École est présente aux Armées, et aux foyers qui attendent, qui espèrent ou qui pleurent », *Annuaire 1915*, p. 5), il le réaffirme tout aussi clairement en 1916 et 1917.

Au sortir de la guerre lui fut ajouté celui, plus ambitieux, d'installation, aux côtés du monument aux morts, d'un « musée du souvenir » dont Gustave Lanson, successeur de Lavissee à la direction, présentait ainsi les contours : « Mais le plus précieux de tous les souvenirs que l'École pourra conserver, ce sont les milliers de lettres qui ont été adressées du front à son secrétaire, et qu'il a l'intention de donner à l'École dès qu'il lui aura été possible d'y faire le triage nécessaire. Toute la vie de l'École normale sur le front est là. (...). À l'aide de cette collection, nous avons l'intention de composer une sorte de mémorial

5. Lui-même ancien élève promotion 1876, agrégé d'histoire en 1881, auteur d'une histoire de France pour la 1^{ère} avec Ernest Lavissee en 1890 et rédacteur du *Livre du centenaire* en 1895, Paul Dupuy (1856-1948) est présent sans discontinuer dans les murs de la rue d'Ulm, comme « maître-surveillant », surveillant puis Secrétaire général de 1885 à 1925 (Sirinelli, 1994, p. 392).

de l'École, où, à la date de la mort de chacun des nôtres seraient donnés, avec son nom et son portrait, les citations dont il a été l'objet, la notice qui lui a été consacrée dans l'Annuaire des anciens élèves, et un ou plusieurs extraits de ses lettres de guerre les plus caractéristiques »⁶. Se superposant pour partie à cette première manière (en particulier parce que nombre de nécrologies citent des extraits de lettres parvenues du front), le deuxième registre d'évocation de la Grande guerre normalienne fait plus spécifiquement référence, mais le plus souvent sans se limiter à eux, à quelques uns des témoignages publiés par les anciens élèves mobilisés ou leurs proches. Une trentaine de textes, au moins, sont aujourd'hui disponibles (voir tableau 1). Neuf d'entre eux sont des carnets ou correspondances posthumes émanant d'élèves « tués à l'ennemi ».

Certains sont des récits peu retouchés par leurs auteurs ou éditeurs, d'autres sont très fortement remaniés même si rédigés à partir des carnets originaux, d'autres encore de véritables fictions. La plupart ont été précocement publiés, souvent alors que la guerre n'était pas encore terminée : dix-neuf d'entre eux ont déjà l'honneur ou le déplaisir d'un passage sous les fourches caudines de Jean Norton Cru. Aujourd'hui pourtant, tous ne sont pas, loin de là, logés à la même enseigne. La plupart ne sont simplement jamais ou rarement cités. Quelques uns ont en revanche contribué à fixer les canons d'un genre : citer leurs titres (*Sous Verdun*, *Nous autres à Vauquois*) suffit à évoquer d'incorruptibles classiques de la littérature de guerre. Enfin une poignée d'entre eux (Mairet, Tuffrau, Hertz, Delvert, Bloch) ont été récemment l'objet d'usages renouvelés par leur enrégimentement sous la bannière de la « culture de guerre » et les querelles interprétatives qu'a pu occasionner la citation de tel ou tel passage des lettres de Louis Mairet, Paul Tuffrau ou Robert Hertz.

La troisième manière d'écrire l'histoire de la mobilisation normalienne revient à mettre en lumière les formes les plus manifestes de l'engagement des plus célèbres des anciens élèves durant le conflit lui-même, à l'avant mais aussi et surtout à l'arrière. Volontariat militaire d'abord : ce sont les cas des réengagements tardifs pour le front. Ceux de Charles Péguy, balayé le 5 septembre 1914, ou d'Alain, parti à 46 ans, sont bien connus. On mentionnera le cas de Raymond Sarthou, né en 1874, entré à l'école un an avant Péguy, en 1893 : engagé comme simple soldat en 1914, il rejoint Saint-Cyr en 1915, à 41 ans, comme élève officier, réussit les épreuves pour devenir sous-lieutenant et repart au combat ; il meurt en 1918 à Paris, des suites de ses blessures. Ou celui, plus exceptionnel encore, du directeur de l'enseignement supérieur au Ministère, Charles Bayet : né en 1849, vétéran de 1870, il se réengage à 65 ans et meurt de maladie en 1918, après un de ses fils⁷.

6. Lettre de G. Lanson au vice-recteur de l'académie de Paris, 21/2/1920, CARAN 16AJ/2895. La lettre une copie de celle adressée « à M. le ministre, en réponse à celle où il exprimait le désir que fût établi à l'École un petit musée du souvenir ».

7. Charles Bayet est issu de la promotion 1868. Il est, avec Auguste Penjon, promotion 1863 L, un des deux noms parmi les 239 du monument qui n'ont pas été intégrés à la base de données. Leurs cas, trop exceptionnels (ils sont évidemment les seuls mobilisés de leurs promotions), auraient conduit à allonger artificiellement la chronologie des promotions retenues (1886-1917) pour analyser la mobilisation normalienne.

Mobilisation intellectuelle (Hanna, 1996) ensuite, cristallisée dans les figures de Lavissee et Durkheim via leurs célèbres *Lettres à tous les Français* diffusées à des millions d'exemplaires à travers le pays. Dès l'automne 1914, tous deux fondent et prennent les commandes, respectivement comme directeur et secrétaire cheville ouvrière, du Comité d'études et documents sur la guerre, organe de propagande auprès des cadres du pays (les instituteurs sont les destinataires prévus d'un recueil des brochures publiées) ou des États neutres (Thiers, 2010). À leurs côtés, huit des neuf autres membres du Comité sont d'anciens élèves de l'École devenus professeurs en Sorbonne (Charles Andler, Charles Seignobos, Émile Boutroux, par ailleurs directeur de la Fondation Thiers, Ernest Denis, Gustave Lanson) ou au Collège de France (Joseph Bédier, Henri Bergson, Jacques Hadamard), sans même évoquer le rôle de secrétaire de rédaction tenu par Lucien Herr, légendaire pendant de Paul Dupuy à la bibliothèque de la Rue d'Ulm. On rappellera encore que Lavissee, membre de l'Académie française et professeur des universités, est aussi directeur de l'ENS depuis 1904.

Mobilisation organisationnelle pour l'économie de guerre enfin, avec le député socialiste, ancien cacique de l'école et de l'agrégation d'histoire Albert Thomas, nommé à la tête du ministère de l'armement (sur le « socialisme normalien », voir Charle, 1994 ; Prochasson, 1993 ; Ducoulombier, 2010). Il s'y entoure, nulle surprise, d'une équipe d'anciens condisciples de la rue d'Ulm (il fait rappeler Mario Roques du front), et notamment de la fine fleur des membres de l'*Année sociologique*, la revue fondée par Durkheim et Mauss (Simiand, Halbwachs, Bourgin, Hubert).

Tableau 1. Les témoignages normaliens de la Grande guerre

Nom	JNC	naissance	année de décès	publication	titre	Editeur
Alain (Charlier Emile)		1868	1951	1937	Souvenirs de guerre	Hartmann rééd 1952
Berthod Aimé		1878	1944	1920	Trois ans de tranchées avec les territoriaux du Jura	Lons le Saunier
Bloch Marc		1886	1944	1969	souvenirs de guerre, 1914-1915	A. Collin. Rééd 1997, préf de S. Audoin-Rouzeau et 2006, éd. A. Becker.
Bridoux André		1893	1982	1930	Souvenirs du temps des morts	Albin Michel
Cahen Roger		1890	23/2/1916	1919	Lettres. A un ami compagnon d'études 1911-1916	Paris, Union pour la vérité
Caropino Jérôme		1881	1970	1970	Souvenirs de la guerre en Orient, 1915-1917	Hachette
Carré Jean-Marie	cru	1887	1958	1919	Histoire d'une division de couverture	La Renaissance du livre, coll « Les cahiers de la victoire »
Clavel Marcel		1894	1976	1964	Ultime témoignage sur la première guerre mondiale ...	chez l'auteur
Clermont Emile	cru	1880	05/03/1916	1921	Le passage de l'Aisne	Grasset
Comnes Georges		1890	1974	1974	A POW's memoir of the First World War : the other ordeal	Berg. Trad F L'Harmattan 2004
Delvert Charles	cru	1879	1940	1935	Carnet d'un fantassin	Albin Michel. Multiples rééd 1966, 2003, 2008
Étévé Marcel	cru	1891	2007/1916	1917	Lettres d'un combattant, préf Paul Dupuy	Hachette, coll « Mémoires et récits de guerre »
Genevoix Maurice	cru	1890	1980	1916	Sous Verdun, préf Ernest Lavisse	Hachette, coll « Mémoires et récits de guerre » Multiples rééd
Gillet Louis	cru	1876	1943	1919	Chroniques du temps de la guerre. L'Assaut repoussé	Emile-Paul
Giraudoux Jean	cru	1882	1944	1917	Lectures pour une ombre	Emile-Paul. rééd 1918, 1929 et 2005
Hertz Robert		1881	03/04/1915	2002	Un ethnologue dans les tranchées ...	CNRS éditions, préf. Ch. Prochasson et J-J Becker
Houricq Louis	cru	1875	1944	1918	Récit et réflexions d'un combattant	Hachette, coll « Mémoires et récits de guerre »
Jacquelin Henri		1884	26/09/1918	2000	De la rue d'Ulm au Chemin des Dames ...	L'Harmattan
Mâret Louis	cru	1894	16/04/1917	1919	Carnet d'un combattant, préf Gustave Geoffroy	Crès
Masson Pierre-M	cru	1879	16/04/1916	1917	Lettres de guerre, préf Victor Giraud	Hachette, coll « Mémoires et récits de guerre »
Méliant Joachim	cru	1875	30/01/1919	1919	Souvenirs des premiers temps de la guerre	Berger-Levrault
Meyer Jacques	cru	1895	1987	1928	La bliffe, préf Henry Malherbe	Albin Michel
Mornet Daniel	cru	1878	1954	1918	Tranchées de Verdun	Berger-Levrault. rééd PU de Nancy 1990, préf de S. Barcellini
Pézarid André	cru	1893	1984	1918	Nous autres à Vauquois	La Renaissance du livre. rééd 1930, 1974, 1992 (présen J-C Jauffret), 2001
Prenant Marcel		1893	1983	1980	Toute une vie à gauche	Paris : Encre
Renaud Charles		1887	23/9/1916	1919	Quelques notes d'un officier de réserve de l'AO ...	Besançon, imp. De Jacques et Demotron
Terrin Charles	cru	1889	après 1940	1922	Souvenirs de la guerre	Nîmes, A Chastanier
Tharaud Jérôme	cru	1874	1953	1919	Une relève	Emile-Paul. rééd Plon 1924
Tuffrau Paul	cru	1887	1973	1917	Carnet d'un combattant	Payot. Rééd Imago 1998, préface de S. Audoin-Rouzeau
Walline Pierre		1894	1980	2009	Avec les crapouillots	PU de Strasbourg

Que conclure de cette trop brève présentation de l'historiographie de la mobilisation normalienne ? En premier lieu, on peut mettre en avant un classique « effet de source » : les nécrologies, par nature puisqu'elles ne prennent en compte que les « tués à l'ennemi », mais aussi les témoignages, ont une spécificité commune : ce sont des récits qui racontent le front et de ses combats. Sans surprise au regard de ce que l'on sait du stigmate de l'embusquage (Ridel 2007), la guerre de bureau ou de laboratoire est restée indicible. Un petit pas de côté eut pourtant changé la perspective. S'intéresser aux rédacteurs des nécrologies, et pas seulement à leur contenu, c'est précisément constater qu'elles sont souvent écrites par des non combattants. Charles Navarre, qui écrit l'hommage à Jules Pascal est, comme Jacques Chevalier (auteur des notices de Jean Merlin, 1898 S et de son condisciple Pierre-Maurice Masson, 1900 L), un soldat versé dans le service auxiliaire ; Albert Chatelet, 1905 S, qui rédige « dans l'Est », le 25 septembre 1914, la notice de Joseph Marty, 1905 S lui aussi, est officier d'administration du service sanitaire ; Paul Morillot, 1878 L, est l'oncle de Georges, 1909 L. À l'évidence ce statut n'est pas sans incidence sur ce qu'ils peuvent (ce qu'ils sont en mesure de et ce qu'ils se sentent autorisés à) écrire de l'expérience combattante des morts : elle leur est par nature inconnue. Parce qu'il en a exceptionnellement la possibilité, Maurice Gignoux (1901 S), élève officier de réserve au début du conflit, puis simple soldat technicien au 2^e groupe d'aviation de Lyon en 1915 avant d'être réformé en 1916, renonce ainsi à tenir la plume lorsqu'il s'agit d'évoquer la guerre de Xavier Roques (1903 S) : « je me sens indigne de parler de sa carrière militaire : elle nous a été retracée par un de ses compagnons d'armes, M. Prignet, comme lui professeur au lycée de Montpellier, adjudant au 81^e ; des notes de M. Prignet je me permets d'extraire le récit suivant, auquel je me reprocherais d'ajouter le moindre commentaire » (*Annuaire 1916*, p. 133).

La deuxième conclusion dérive directement de la première : en utilisant les extraits de lettres ou de nécrologies dans le cadre d'une stricte argumentation par exemplification, l'historiographie de la mobilisation normalienne place l'interprétation sur la pente sacrificielle qui était déjà celle, explicite, des contemporains. Dès l'assemblée de l'association du 10 janvier 1915, à peine six mois après la mobilisation, Emile Boutroux souligne la surmortalité normalienne et en propose une explication toujours reprise depuis : « Les normaliens ont été frappés dans une proportion très supérieure à la moyenne. Ce fait n'est pas fortuit. Tout entiers au devoir cordialement embrassé, ils se sont donnés sans réserve, ils ont intrépidement entraîné leurs camarades ; tel le sous-lieutenant Jules Pascal qui, sur la ligne de feu de Léronville, en Meurthe et Moselle, blessé vers 4 heures et ½, enleva ensuite, à la tête de ses hommes, un coteau où il tomba à 5 heures » (*Annuaire 1915*, p. 2). Parfois la ventriloquie est plus forte encore, comme dans le cas de la lettre de Xavier Roques : « Les hommes marchent s'ils se sentent entraînés, s'ils voient le chef à la place que la décence, à défaut du règlement, lui assigne, c'est-à-dire à leur tête. Nous avons, nous, pour nous soutenir, ce que la plupart n'ont pas, une force intérieure, une volonté faite de notre éducation et de notre culture. Nous sommes les riches. C'est à nous, s'il le faut, de payer » (*Annuaire 1916*, p. 135).

Quand O. Chaline cite cet extrait (1996, p. 104), il reprend en effet non seulement la notice, mais aussi le discours de Lavisse lors de l'assemblée de 1917 : « Surtout [les élèves] s'assignent à eux-mêmes de grands devoirs. Ils pensent tous ce qu'un d'eux a déclaré : "Nous avons, nous, une force intérieure (...)" » (*Annuaire 1917*, p. 5. On remarquera la coupe opérée par Lavisse qui a préféré supprimer le jugement de valeur dépréciatif présent dans l'original : « ce que la plupart n'ont pas »). Lorsque le même O. Chaline (p. 100), comme J.-F. Sirinelli (1994, p. 29), évoquent le rengagement de Charles Bayet, ils citent de nouveau Émile Boutroux en 1915 : « L'histoire sera écrite de leur zèle et de leurs belles actions. On y trouvera maint exemple de l'entrain avec lequel ils sont partis. Tel, Albert Lévy, professeur du cours de Saint Cyr à Saint-Louis qui, âgé de 47 ans, s'est engagé dès le début de la guerre ; tel, Charles Bayet, qui, âgé de 65 ans, s'est engagé comme sous-lieutenant » (*Annuaire 1915*, p. 2).

Enfin, il faut donc remarquer ce paradoxe : les engagements intellectuels et organisationnels menés depuis Paris, bien que toujours perçus sous le régime de l'exception ou de celui, étanche, d'une mobilisation de papier, ne sont pas et ne doivent pas être dissociés des trajectoires normaliennes spécifiquement combattantes. Car en rendant à la mobilisation ses soubassements idéaux, ils participent en effet pleinement, au même titre que les lettres revenues des tranchées, à arrimer la mort de leurs condisciples du front dans l'univers de référence du sacrifice. En témoignent, au moins autant que les discours cités de Lavisse ou Boutroux, ceux des pères qui, comme Gustave Lanson ou Émile Durkheim, perdent un fils au combat – particulièrement si, comme le second, ils écrivent eux-mêmes l'hommage à leur enfant. Fort logiquement, la culture de guerre est ici bien partagée : témoins combattants et penseurs de l'arrière, unis par la présence maintenue de l'École via son Secrétaire général Paul Dupuy, parlent d'une même voix consentante pour les disparus.

LES STRUCTURES OBJECTIVES DE L'HÉCATOMBE NORMALIENNE

Peut-on comprendre l'hécatombe sans la faire reposer sur le seul élan volontaire des élèves ? L'opération est essentielle, on va le voir, si l'on veut pouvoir rendre pleinement compte des formes de la mobilisation et de la disparition des élèves et anciens élèves. Elle suppose plusieurs étapes. Les deux principales consisteront à montrer que les différentes promotions normaliennes ne sont pas touchées à l'identique par la mort, et que ces différences peuvent être expliquées non par des variations dans le degré de volontarisme des élèves, mais par la politique militaire de l'École Normale à la veille de la guerre, politique dont les effets se font sentir sur ceux des étudiants encore en cours de scolarité lors de la mobilisation.

Mais avant de déployer ces deux arguments centraux, on peut encore s'efforcer, toujours dans l'objectif de donner à la figure de l'épopée sa juste place

dans l'explication des événements, de rendre aux défunts les circonstances de leur disparition. On touche ici aux paragraphes en l'état les plus fragiles de la démonstration. Car il faudrait de la place pour montrer avec précision combien il est difficile, lorsque les circonstances de la mort sont éloignées du récit de la charge héroïque tel qu'il est imaginé à la mobilisation, de l'inscrire sous les auspices de l'élan patriotique. Autrement dit combien l'hypothèse sacrificielle est mise à mal jusque dans les témoignages contemporains des combats. L'opération supposerait en effet de montrer non seulement la prégnance de l'image du soldat de l'an II dans les têtes de 1914, mais encore la pression des familles et connaissances à voir cette image se réaliser, enfin en quoi elle se heurte à des circonstances de décès souvent infiniment moins glorieuses et plus difficiles à justifier. Faute de développer semblable argument, on se contentera de verser au dossier quelques exemples dont on a bien conscience qu'ils ne sauraient emporter une conviction pleine et entière. Ils visent à illustrer le choc, imprévu au regard des anticipations d'une guerre courte et flamboyante, qu'occasionnent les disparitions brutales et massives de la première année de guerre.

L'examen des dates de décès montre en effet que la mort normalienne est à l'image de celle des soldats français : les élèves et anciens élèves de la rue d'Ulm disparaissent en masse dans les premiers mois, sinon les premières semaines du conflit.

Tableau 2. Distribution des morts normaliens au long du conflit

Année de décès		
1914	89	38 %
1915	73	31 %
1916	36	15 %
1917	20	8 %
1918	16	7 %
1919	1	0 %
?	2	1 %
Total général	237	100 %

Près de quatre normaliens sur dix décèdent en 1914, essentiellement dans les premiers mois d'août à novembre, lorsque la guerre, encore « de mouvement », laisse à terre environ 450 000 hommes, soit, en quatre mois, près du tiers du total des pertes de l'armée française. Face à une hécatombe dont les formes prennent rarement l'image de la charge héroïque, on constate qu'il est compliqué de conserver au récit la tonalité de l'épopée. En témoigne par exemple la notice relatant l'abandon de Jean Merlin en pleine retraite comme, plus tard, celles décrivant les nombreux décès causés par les bombardements à distance : « Jean Merlin écrit pour la dernière fois à sa mère le 26 [août 1914], au départ de Bourgoin ; il lui dit qu'il était dirigé sur Gray, pour être envoyé immédiatement sur le front, et qu'il emportait sur lui sa dernière lettre,

avec une médaille qu'elle lui avait remise. On ne devait plus rien savoir de lui. Le 29 août, plusieurs hommes de son régiment le virent tomber au col d'Anozel, atteint à la mâchoire et à l'épaule par des éclats d'obus. Nos troupes étaient alors en retraite ; les Allemands occupaient Saint-Dié. On dut l'abandonner là. On le retrouva mort, le 6 septembre, avec un homme de son régiment, à la lisière d'un bois (...) à quelques kilomètres d'Anozel. Qu'était-il advenu de notre ami pendant ces huit jours ? Le cœur se serre douloureusement à cette pensée » (*Annuaire 1915*, p. 56).

Et si l'on ajoute à ceux de 1914 la répartition des décès au long de l'année 1915, on constate que 58 % des morts du monument (89 en 1914, 49 entre janvier et juillet 1915) ont été tués dans la première année de la guerre, avant le mois d'août, essentiellement lors de la reprise des offensives du printemps. Certes, nombre d'entre eux tombent en des lieux de la Grande Guerre tristement évocateurs tant les armées y ont piétiné : Raoul Carrère et René Fairise meurent en février et juillet sur les cotes de Vauquois si profondément décrites par leur condisciple et compagnon de combat André Pézard ; Léon Laveine et Maurice Hanniet aux Épargnes chères à Genevoix en mars ; d'autres encore au col vosgien de la Chipotte, à Tahure en Champagne, Flirey, Meurthe et Moselle, ou Aubigny et Neuville Saint Vaast dans le Pas-de-Calais. Pourtant cette géographie des tueries ne suffit pas à fonder le geste rédempteur. Rendre aux morts les circonstances de leur décès, c'est encore constater qu'il y a souvent loin de la description d'une disparition brutale à la geste héroïque dont elle est enveloppée. Il y a ainsi comme un décalage empreint de malaise entre la description factuelle du décès de Joseph Marty, la morale qui en est tirée (« une belle mort et une belle existence »), enfin l'évocation d'une mère incapable d'expliquer l'absence à ses enfants orphelins : « Marty fut rappelé le 2 août sous les drapeaux en qualité de sergent au 38^e R d'infanterie coloniale. Le 10 septembre il occupait avec sa compagnie une tranchée près du village de Séraucourt, aux environs de Bar-le-Duc. Surpris par l'ennemi dans une attaque à la baïonnette, il sortit le premier de la tranchée pour entraîner ses hommes à la riposte. Une balle reçue en pleine poitrine arrêta son élan ; on le retrouva quelques heures plus tard, tourné vers l'ennemi, tenant encore entre ses mains son fusil, baïonnette au canon ; il dormait de son dernier sommeil. Ce fut là une belle mort et une belle existence. Mais il est dans une petite maison d'Albi deux orphelins qui réclament quelquefois leur papa, une veuve inconsolable qui ne sait que répondre aux questions ingénues des petits et doit se cacher d'eux pour pleurer » (*Annuaire 1915*, p. 59).

Dans le même ordre d'idée, l'examen détaillé de la trajectoire, déjà évoquée, de Xavier Roques suggère une autre interprétation de ses invocations à ce que « les riches » normaliens payent leur dette à la nation. Il écrit cette phrase certes à la veille de l'attaque qui le vit mourir, comme le rappellent et l'auteur de la nécrologie et O. Chaline, mais aussi et surtout quelques semaines seulement après son arrivée au front. Mobilisé dès août 1914, il reste au dépôt du 81^e RI à Montpellier jusqu'au 16 janvier suivant, date à laquelle il part pour Ypres où il passe sa première nuit aux tranchées le 27. Un mois plus tard seulement, le 5 mars après un transfert dans la Marne, il est griève-

ment blessé et évacué vers l'hôpital d'Orléans où il décède le 6 avril. C'est à la lumière de cette chronologie qu'il faut lire le paragraphe dont sont extraites les phrases citées par Lavisse en 1917. On pourra choisir d'y voir les mots d'un homme encore empli de l'élan de l'arrière. Ils me semblent pourtant être plutôt ceux d'un homme conscient de l'implacable tribut imposé par le conflit. Un homme qui, déjà, sait qu'il ne peut faire autrement que de tenir le rôle qui lui est assigné. « Je ne peux m'empêcher de penser au tribut que notre École a payé et payera encore. Je n'ai pas le moindre noir pressentiment, tu connais assez mon caractère pour en être sûr, et j'espère, ayant fait de mon mieux, revoir les miens. Mais notre tâche est lourde. Les hommes marchent s'ils se sentent entraînés, s'ils voient le chef à la place que la décence, à défaut du règlement, lui assigne, c'est-à-dire à leur tête. Nous avons, nous, pour nous soutenir, ce que la plupart n'ont pas, une force intérieure (...) ».

À la différence de ces quelques extraits, l'observation de la contribution de chaque promotion aux décès semble de prime abord conforter l'hypothèse sacrificielle (tableau 3).

Tableau 3. Taux de mortalité des normaliens en fonction des promotions

Années de promotion	Nb de morts	En % du nb d'élèves	Nb d'élèves
1886 à 1902	32	5 %	590
1903 à 1909	72	21 %	345
1910 à 1913	107	41 %	259
1914 à 1917	26	18 %	146
Total	237	18 %	1340

Même rapportés au nombre total d'élèves par promotion encore en vie en août 1914, et pas seulement aux mobilisés dans les services armés, les taux de mortalité restent effarants pour les promotions 1909 à 1913, et encore élevés voire supérieurs à la moyenne pour des promotions plus âgées relevant de l'armée territoriale : le quart des étudiants entrés à l'école en 1903, 20% de ceux de 1904, 16% de ceux de 1901. Les promotions 1910-1913 représentent à peine 20% des élèves mais 45% des tués, celles des années 1903-1909 le quart des élèves mais 30 % des morts.

Tableau 4. Répartition des tués et des élèves en fonction des promotions

Années de promotion	En % du total des tués	En % du total des élèves
1886 à 1902	14 %	44 %
1903 à 1909	30 %	26 %
1910 à 1913	45 %	19 %
1914 à 1917	11 %	11 %
Total	100 % (237)	100 % (1340)

La comparaison entre filières disciplinaires confirme l'homogénéité de l'engagement : c'est exactement la même proportion (18 %) des élèves ayant réussi les concours littéraire (197 décès sur 797 « L ») et scientifique (95 des 540 « S ») qui tombe au combat. En revanche, on note immédiatement le fait que les décès frappent relativement moins tant les générations les plus anciennes que les dernières promotions. D'un côté, les élèves des classes mobilisés entrés à l'école entre 1886 et 1902, soit 44 % du total, n'ont donné « que » 14 % des leurs à la cause nationale. De l'autre, vingt-deux tués pour la grosse promotion de 1914, deux pour celles de 1916 et 1917 : la proportion des classes les plus jeunes dans l'hécatombe est égale à leur poids dans la population des normaliens en 1914.

L'hypothèse que l'on propose de suivre est simple : comprendre cette structure particulière de la mortalité normalienne doit aider à expliquer l'ampleur de l'hécatombe. Pour commencer, il faut insister sur la spécificité de l'École sous cet aspect. On retrouve en effet cette exceptionnalité lorsqu'on compare la mortalité par cohortes des Ulmiens à celle des élèves d'autres écoles d'élite (Aubin, à paraître, fig. 7).

Tableau 5. Proportion de la mortalité par cohorte chez les normaliens, polytechniciens, Harvard et Cambridge men⁸.

	1890-1899	1900-1909	1910-1913	1914-1919
ENS	8 %	35 %	45 %	11 %
Polytechnique	21 %	28 %	23 %	11 %
Harvard	3 %	38 %	35 %	20 %
Cambridge	11 %	37 %	36 %	13 %

La différence est très nette par rapport aux polytechniciens dont la mortalité par cohorte apparaît sensiblement plus étale : les normaliens des années 1910-1913 ont deux fois plus de chances d'être tués que leurs cousins polytechniciens. Et cette surmortalité des promotions en cours de scolarité rue d'Ulm se vérifie également, quoique de façon moins marquée, vis-à-vis des étudiants anglo-saxons du même âge. Enfin on notera de nouveau la contribution plus faible des classes 1914-1919 dans le cas français.

Cette structure des pertes propre à la rue d'Ulm souligne bien les faiblesses de la thèse sacrificielle : faut-il déduire des variations constatées face la mort une même disparité du patriotisme selon les classes d'âge ? On préférera ici considérer que les différences de mortalité ont d'autres explications que la motivation des combattants. La première peut être identifiée dans le fait que la structure par âge des taux de mobilisation est précisément comparable à celle des disparitions. Les promotions les plus touchées par les tueries sont aussi les promotions les plus mobilisées. Il faut maintenant expliquer cette équivalence structurelle entre mobilisés et tués qui n'a d'évidente ou de mécanique que l'apparence.

8. Ce tableau comparé est directement repris de l'étude de D. Aubin (Aubin et Goldstein, à paraître). Je le remercie chaleureusement de m'avoir permis de consulter les résultats de son enquête avant publication et y renvoie.

Tableau 6. Taux de mobilisation des normaliens en fonction de la promotion⁹

Années de promotion	mobilisés	non inscrits dans les listes des mobilisés	Total
promo 1886 à 1902	58 %	42 %	100 % (590)
promo 1903 à 1909	87 %	13 %	100 % (345)
promo 1910 à 1913	89 %	11 %	100 % (259)
promo 1914 à 1917	63 %	37 %	100 % (146)
Total	72 %	28 %	100 % (1340)

Assez faibles pour les promotions de l'armée territoriale et de sa réserve (en gros les anciens élèves entrés rue d'Ulm entre 1886 et 1900), les taux deviennent extrêmement élevés pour les années postérieures à 1905 (jusqu'à 92 et 94 % pour les promotions 1906, 1908, 1913). Cette structure n'est évidemment pas due au hasard. Elle place l'enquête sur une piste essentielle en renvoyant principalement aux transformations des obligations militaires légales imposées aux élèves, et secondairement à l'investissement de la direction de l'École, avec la nomination d'E. Lavisse en 1904, dans l'application de la loi de 1905 et la mise en œuvre d'un service contraignant.

Jusqu'à la loi de 1889 en effet, les élèves de l'ensemble des écoles normales peuvent, depuis 1832, échapper à tout service en échange de l'engagement décennal qu'ils souscrivent à l'entrée. La plupart des élèves des promotions les plus anciennes encore théoriquement mobilisables (1886 à 1888) n'ont ainsi pas fait du tout de service. À partir de 1889, la dispense de totale devient partielle : les normaliens, comme tous les étudiants, effectuent un service de douze mois maximum quand nombre de leurs compatriotes passent trois ans en caserne. De fait, les élèves sont alors loin de tous préparer les épreuves d'officiers de réserve, ce qui explique que beaucoup des archicubes des années 1890 soient mobilisés en 1914 avec des grades peu élevés, voire comme simples soldats. Or c'est ce rapport distant au service armé que transforme en profondeur la loi de 1905 instituant l'égalité de tous devant les obligations militaires, changement du cadre légal dont les conséquences sur les pertes normaliennes vont s'avérer déterminantes¹⁰. Dorénavant, les élèves normaliens, comme ceux des autres grandes écoles militaires, sont soumis à un service de deux années : une première avant leur entrée effective rue d'Ulm, une fois le concours obtenu, qu'ils effectuent en régiment d'infanterie exclusivement et comme simple soldat dans un corps de troupe ; une seconde à la sortie, qu'ils peuvent terminer comme sous-lieutenant de réserve, toujours dans l'infante-

9. On entend ici toutes les formes de mobilisation telles qu'elles sont enregistrées dans les annuaires 1915 à 1918, y compris dans le service auxiliaire (à partir de 1872, les individus classés dans le service auxiliaire en raison d'insuffisances physiques effectuaient leurs obligations militaires comme tout le monde, principe d'égalité, mais hors des services armés, dans des bureaux, dépôts, etc.).

10. La durée du service actif est de trois ans de 1889 à 1905, ramenée à deux ans à cette date, puis de nouveau allongée à trois années avec la loi de 1913. Celle-ci impose un service complet de 28 années à partir de l'âge de 20 ans : 3 années dans l'armée active, 11 années dans la réserve de l'active (en gros jusqu'à 34 ans), puis encore 14 années dans l'armée territoriale (7 ans) et sa réserve (7 ans encore), soit une démobilisation effective à l'âge de 48 ans (voir Mingat, 1914).

rie, s'ils réussissent les épreuves. Et il y a plus : car entre ces deux années, les élèves suivent également une préparation militaire assez lourde, comprenant exercices théoriques et physiques y compris le dimanche, organisée par deux officiers détachés à plein temps pour cette mission dans les murs de l'École.

Pour autant, les obligations légales ne donnent leur plein effet que portées par ceux chargés de les appliquer. Il faut ici souligner le soin et l'attention portés par E. Lavisse et sa direction à accompagner ce mouvement. Les archives des « affaires militaires » de la rue d'Ulm gardent ainsi quelques traces des relations entre civils et militaires¹¹. Le 6 août 1914, le chef de bataillon Eychène, jusque là officier instructeur rue d'Ulm, fait ses adieux à Ernest Lavisse et à une maison « où j'avais été accueilli de telle sorte que je croyais en faire tout à fait partie » : « M. le directeur, j'avais formé le projet de venir vous présenter mes hommages et vous faire mes adieux. (...) J'aurais voulu vous dire toute ma reconnaissance et toute mon affection au moment où je quitte l'École Normale probablement pour toujours (...). Je suis fier de mes élèves, bien que je ne dissimule pas que la flamme qui les anime vient tout entière de ce que vous avez mis dans leur cerveau et dans leur cœur, et que les notions militaires qu'ils ont tirées de mon enseignement ne sont qu'un facteur très secondaire de l'état dans lequel je les ai vus partir ».

Surtout, les « affaires militaires » conservent, pour la période postérieure à 1905, l'ensemble des tableaux annuels récapitulant les décisions de la « commission de vérification des aptitudes militaires des élèves », mais encore les résultats des épreuves pour accéder au rang d'officier. Ces relevés des notes des élèves sont d'ailleurs très intéressants en ce qu'ils mettent en lumière des degrés d'investissement variés dans la préparation, invitant là encore à relativiser et la profondeur et surtout la généralité de l'appétence normalienne pour les obligations nationales. Prenons le cas des élèves de la promotion 1913 « ayant accompli leur service en août 1914 », ceux qui seront envoyés immédiatement au feu lors de la mobilisation. Chaque élève a deux notes, une en « instruction militaire », l'autre en « entraînement », étant précisé que cette dernière est « proportionnelle aux marches militaires auxquelles les élèves ont pris part. Elle exprime donc le degré de bonne volonté apportée par les élèves mais ne correspond pas à leur aptitude réelle à la marche ». Pour quelques uns, notes et appréciations convergent à signaler l'engagement : Bessières obtient 18 et 16, « Très zélé, rigoureux, bien préparé », Loussert 17 et 20 « très apte, très zélé, entraînement assuré », Méthion, 13 et 16, « Un peu maladroit malgré son zèle. Excellent esprit ». Pour d'autres, en revanche, la préparation semble moins motivante : Agabriel et Bataillon ont 11 et 4 et sont « très apte, mais n'a pas suivi les marches avec assez d'assiduité pour assurer son entraînement », Bordes 10 et 0, « Très vigoureux et naturellement bien doué. Aurait pu donner des résultats excellents. S'est désintéressé de l'instruction militaire », Gardinier, 8 et 8, « S'est désintéressé de l'instruction militaire et semble affecter [*sic*] ce désintéressement. Instruction et entraînement insuffisant » ou Comoz, 13 et 4, « semble peu attentif. Résultats peu

11. CARAN, 16AJ/197, « Affaires militaires » 1847-1918. Sauf indication contraire, toutes les citations qui suivent proviennent de ce carton.

en rapports avec ses moyens. Entraînement insuffisant ». Tous, néanmoins, se voient nommés officiers. Tous, surtout, vont au feu et l'on trouve évidemment, parmi les « zélés » (Bessières) comme parmi les « désintéressés » (Agabriel), des jeunes hommes « morts pour la France ».

Les raisons de cet investissement militaire de la rue d'Ulm en tant qu'institution peuvent être identifiées à deux sources conjointes : d'une part la logique de concurrence avec l'école polytechnique pour la section science de l'École ; de l'autre, plus classiquement, le patriotisme revendiqué de son directeur.

Le second argument est bien connu, on l'a dit, par l'analyse du parcours de Lavissee « instituteur national » (Nora), et plus particulièrement, durant le conflit, par son inlassable travail de propagandiste de l'union sacrée. Évidemment l'ENS et ses élèves ne sont pas exempts de cet investissement. Le premier discours de guerre prononcé rue d'Ulm, le 10 janvier 1915, témoigne clairement sinon de son état d'esprit, au moins de ce qu'il juge important d'énoncer publiquement. Le directeur commence par rappeler qu'une vingtaine d'élèves restent présents dans l'École à cette date : exemptés, ils ont été « privés du service militaire ». À lire la suite, on imagine sans peine la pression « d'embusqués » pensant sur eux, celle-là même qui explique aussi, on l'a vu, les précautions des rédacteurs non combattants des nécrologies : « Nous réunissons de temps en temps ces élèves ; nous leur lisons les lettres des camarades qui sont au feu ; ils écoutent de toute leur attention, et je lis dans leurs yeux leur émotion, leurs regrets et leur jalousie » (*Annuaire 1915*, p. 5). Plus loin, il énonce les chiffres des premières pertes et conclut, rappelant dans ce qui sonne comme un aveu de culpabilité pour lui, archicube 1862, ce qui a fondamentalement changé rue d'Ulm depuis 1905 et qui justifie, désormais, le carnage en train de se faire : « Mais ce n'est rien, un chiffre ; il ne dit pas la valeur de nos morts. (...) Oh ! Je ne veux pas mettre une hiérarchie entre les morts. J'aurais horreur qu'on pût croire que je regrette le privilège universitaire du temps où l'engagement décennal dispensait du service militaire. Ce temps, qui est tout près de nous, paraît bien éloigné ; aux yeux de notre jeunesse, ce privilège serait une honte. Sans doute il est, dans la République, des fonctions et des devoirs sans l'accomplissement desquels elle ne saurait subsister ; mais la grande fonction, le grand devoir, c'est la défense de la patrie, la défense avec une arme en main, avec péril de blessures, de captivité, de mort ».

La concurrence avec Polytechnique joue un rôle plus complexe, mais peut-être plus décisif encore. Elle est étroitement entremêlée, chronologiquement comme sur le fond, à la réforme militaire : 1905 correspond en effet à la fois à la mise en place d'un engagement militaire obligatoire de cinq ans pour les élèves, à l'arrivée effective d'E. Lavissee, nommé en 1904, à la direction, enfin et surtout à la première mise en œuvre du concours rénové pour entrer rue d'Ulm. Celui-ci devient à la fois commun aux candidats à l'École et aux boursiers de licence – les élèves devenant, de fait, des boursiers de licence de l'université de Paris – et, pour ceux présentant le concours C, scientifique, à celui de Polytechnique. Dès lors, Lavissee considère que les conditions d'exercice du service national, et notamment la possibilité de ressortir gradé, repré-

sentent un élément déterminant du choix entre les deux écoles, civile et militaire, par les candidats les mieux classés. Dans un rapport que lui a commandé la commission des armées du Sénat à l'occasion de la nouvelle loi militaire « des 3 ans » en 1913, il explique que « sous le régime de l'égalité militaire, la courbe est descendante à notre détriment, et nous avons déjà eu lieu de nous préoccuper de la qualité des élèves qu'il nous fallait accepter », arguant du fait que l'école doit descendre au moins jusqu'au 40^e rang pour recruter 22 élèves « S ». Sa crainte majeure, énoncée explicitement, réside dans une rupture de cette égalité, les polytechniciens parvenant, grâce à leurs liens privilégiés à l'institution militaire, à voir leurs élèves accéder dès leur première année de service au rang d'officier. Elle explique la politique de l'école : « Nous avons attendu, pour régler l'instruction militaire pratique de nos élèves, de savoir comment l'école polytechnique aurait organisé celle des siens » : aux 5 heures et ½ hebdomadaires d'instruction pratique imposées aux polytechniciens, dont une heure et ½ d'équitation, l'ENS oppose ses 4 heures obligatoires, puisque, versés dans l'infanterie, « les élèves n'ont pas besoin d'équitation »¹².

Or avec l'entrée en guerre, c'est précisément cette égalité qui est battue en brèche par la promulgation d'une loi, le 5 août 1914, organisant la nomination immédiate des élèves de Polytechnique de la promotion 1913 au grade de sous-lieutenant, et d'un arrêté du 7 obligeant ceux ayant réussi le concours de 1914 à souscrire, sous peine d'en perdre le bénéfice, un engagement immédiat de 5 ans semblable à celui requis en tant de paix. E. Lavissee réagit avec vigueur à cette situation : multipliant les courriers au rectorat de Paris (le 19 août), au ministre de l'instruction Paul Painlevé (le 21), puis en rafales au ministère de la guerre, et notamment au colonel directeur de l'Infanterie, il se bat pour que « soit réalisée l'assimilation des élèves de l'ENS et ceux de l'École Polytechnique ». Deux types d'arguments sont ici mobilisés : d'une part une volonté « d'aider au recrutement si important de sous-lieutenants de réserve pour lequel les lois de 1905 et 1913 ont désigné l'école » ; de l'autre, lettre postée du front à l'appui, la mise en avant de « l'esprit de sacrifice [qui] anime, vous pouvez en être assuré, ceux de leurs camarades qui servent encore dans le rang et qui s'apprentent à remplacer les morts. "Il appartiendra alors à chacun de nous, m'écrivait avant-hier l'un d'eux, de montrer qu'il sait être brave et de soutenir glorieusement la réputation de l'École" »¹³. A force d'insistance, l'opération permet l'accession des élèves, par étapes, fin 1914, au grade de sous-lieutenant. Mais elle suppose aussi l'engagement « à égalité » des normaliens au feu : le 1^{er} septembre, un décret impose que l'instruction des élèves de la classe 1913 encore en dépôt parce qu'ils n'avaient pas effectué leur seconde année de service soit accélérée pour qu'ils puissent devenir rapidement officiers (et donc rejoindre le front). Ceux de la promotion 1914, eux, se voient tenus de souscrire immédiatement l'engagement de cinq ans, faute de quoi ils sont jugés démissionnaires.

12. CARAN 61AJ/85, rapport d'E. Lavissee au président de la commission de l'armée au Sénat, 31/10/1913.

13. Lettre au colonel directeur de l'Infanterie au Ministère de la Guerre, 7/10/1914.

On comprend donc pourquoi les promotions 1909-1913 subissent sensiblement plus que les autres la tuerie. Encore à l'École en 1914 (1910-1913) ou venant tout juste de la quitter (1909), sans position hors de l'université, donc privés d'appui professionnel à faire éventuellement valoir, ces élèves sont surtout des captifs relevant du service actif, donc immédiatement mobilisables pour le front ou fortement incités par leur direction à hâter le pas, pour ceux d'entre eux qui sont encore « à l'instruction » en caserne. Fin 1914 en effet, celle-ci n'a pas encore pleinement compris que l'égalité stricte avec Polytechnique se révélerait au contraire profondément injuste, non plus face au « devoir » cette fois, mais plus directement devant la mort : à la différence de leurs homologues de l'X versés principalement dans l'artillerie et dans le génie, les normaliens subissent de plein fouet les risques afférents à leur position de fantassin dans les semaines dévastatrices précédant l'adaptation relative à la guerre de position. Il est vrai que l'ampleur exacte des pertes n'est connue de Paris que lentement, même si la direction ne peut ignorer, dès la fin 1914, leur caractère dramatique : le 10 mai 1915, un rapport de l'École établissait que sur un total de 255 élèves normaliens envoyés au front, 55 étaient morts, 16 disparus, 25 prisonniers et 64 blessés. Durant les seuls derniers mois de l'année 1914 pourtant, on l'a vu, 89 élèves ou anciens élèves étaient déjà disparus. Il faut attendre le bilan de mai 1917 pour que les choses apparaissent (officiellement) tout à fait claires : « Les promotions 1910 à 1913, versées entièrement dans l'infanterie, ont fourni 250 combattants : 113 sont morts, 11 ont été blessés, dont un certain nombre à plusieurs reprises ; 26 demeurent intacts, dont 8 prisonniers ».

En outre, une fois l'affectation dans l'infanterie active réalisée, le piège se referme. Lorsque, le 19 décembre 1914, Lavisse écrit au général commandant la 5^e région de corps d'armée d'Orléans pour appuyer la demande de trois élèves souhaitant devenir interprètes, c'est le ministre qui lui répond, le 3 janvier suivant : pour deux d'entre eux, en convalescence pour typhoïde et après blessure, il appuie le refus du général au motif que « les besoins du front paraissent devoir être satisfaits avant tout ». Le cas du troisième, Bouscharain, est plus éclairant encore : classé dans le service auxiliaire lors du service, il est repris par la commission spéciale de réforme mise en place à l'École à la mobilisation et, sur l'insistance de Lavisse auprès du directeur de l'Infanterie dans une lettre du 26 août (il avait constaté l'absence de son nom dans les nominations au J.O.), finit par être nommé sous-lieutenant alors même que le dépôt de Fontainebleau le juge impropre à commander une section au front. Or, comme l'explique le courrier ministériel, les grades obtenus deviennent pour lui un obstacle à l'échappatoire : « la réglementation actuelle ne permet pas le passage des officiers des corps de troupe dans le cadre des interprètes militaires de complément ». Situation identique pour le soldat Schwob, en poste au 130^e RI et qui veut devenir interprète d'allemand. Le général commandant la 4^e région fait répondre, dans une lettre du 2 février 1915 : « Je lui aurais volontiers fait établir une demande à ce sujet pour la transmettre avec avis favorable, s'il ne se trouvait pas, vu sa situation d'engagé volontaire dans l'armée active, en dehors des conditions réglementaires exigées pour pouvoir

être présenté comme candidat interprète ». Seuls les membres de la réserve ou de l'armée territoriale peuvent en effet y prétendre, les cadres de l'active étant « réservés » pour le front.

Les lettres de soutien envoyées par le directeur aux différents services de l'armée montrent une évolution sensible de sa part sur la question de l'engagement des élèves aux tranchées (voir dans le même sens Hanna 1996, pp. 60-65), même si elle ne sera publiquement dicible que bien plus tard, peut-être pas avant le discours de janvier 1917. Sans doute est-ce cette progressive prise de conscience des ravages de la guerre qui permet cette fois de comprendre pourquoi les élèves des promotions 1914, 1916 et 1917 sont, on l'a vu, moins souvent tués. Comment expliquer ce phénomène ? En premier lieu, il faut constater qu'un quart des élèves de 1914 parvient à échapper à la mobilisation : la différence est trop nette par rapport aux années précédentes pour qu'elle soit due au hasard. Il faut voir là des stratégies efficaces, une fois la guerre et son cortège de morts lancés, pour contourner l'obligation.

En outre, mais les deux phénomènes sont liés, ils bénéficient d'un relatif temps d'attente à travers les trois mois durant lesquels ils sont en formation dans des dépôts de l'arrière. Cette période leur évite les tueries meurtrières de l'automne 1914, puisqu'avec les lenteurs de la machinerie militaire, les premiers mobilisés de la promotion 1914 ne rejoignent pas le front avant le début de l'année 1915 : le 10 mai, E. Lavis, dans un courrier au ministère de l'Instruction répondant à la demande de statistiques sur les pertes subies par l'École, indique « qu'il reste encore un certain nombre d'élèves des deux dernières promotions dans les dépôts ». Durant cette période, Paul Dupuy et Ernest Lavis prennent conscience des ravages de la guerre dans leurs rangs : à l'hiver 1914, le second incite les élèves ayant réussi le concours du printemps à effectuer leur formation d'élèves-officiers dans l'artillerie. Dès le 30 octobre 1914, il soumet au ministère de la guerre une liste collective d'élèves susceptibles d'être utilisés comme interprètes : « Je suis informé que l'on cherche actuellement à augmenter dans l'année le nombre des interprètes. Je me permets de vous signaler comme tout particulièrement propres à ce service les élèves et anciens élèves de l'ENS appartenant à la section des langues vivantes. (...) En voici une liste [24 élèves pour l'anglais et 13 pour l'allemand], où ils sont rangés par ordre d'ancienneté à l'École, avec l'indication de leur situation actuelle dans l'armée ».

En mai 1915, le directeur s'enhardit et va jusqu'à demander à ce que les normaliens chimistes soient placés en sursis d'appel dans les laboratoires de la rue d'Ulm. Le contrôleur général des armées lui répond qu'il doit examiner d'abord si ces travaux sont réellement utiles à la défense nationale.

En parallèle, il poursuit son activité pour que, là encore à l'égal des polytechniciens, les élèves des promotions 1914, 16 et 17 puissent être incorporés dans l'artillerie. L'attente est longue, mais là aussi le travail finit par porter ses fruits : le 5 août 1916, tous les élèves sont désormais versés dans l'artillerie. Un rapport de l'ENS note la différence : sur 44 élèves de la promotion 1914 aptes au service armé, 28 rejoignent l'infanterie quand 16 autres intègrent ou sont transférés dans l'artillerie début 1917. Parmi les premiers, huit meurent et 16

sont blessés. Dans le second groupe en revanche, on compte un mort et un blessé. La proportion est comparable dans les rangs des deux promotions de 1916 et 1917 : sur 27 artilleurs mobilisés, quatre furent tués¹⁴.

L'analyse des taux de mortalité, du double point de vue du moment du décès et de l'âge des défunts, conduit ainsi à adopter une position déflationniste vis-à-vis de l'hypothèse sacrificielle : quel qu'ait été l'engagement initial des élèves en août 1914, ou leur volonté d'en découdre, ce sont avant tout les conditions objectives de l'incorporation qui permettent de rendre compte de leur devenir. Cette conclusion provisoire invite donc à aller voir de plus près ce que furent les parcours militaires de tous ceux des élèves et archicubes qui ont survécu¹⁵.

Références / References

- Aubin D., « L'élite sous la mitraille : les mathématiciens normaliens "morts pour la France", 1914-1918 », in Aubin D. & Goldstein C. (dir.), *La grande guerre des mathématiciens français*, à paraître.
- Chaline O., « Les normaliens dans la Grande Guerre », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, octobre 1996, n° 183, pp. 99-110.
- Charle C., « Les normaliens et le socialisme (1867-1914) », in Rebérioux M. & Candar G. (dir.), *Jaurès et les intellectuels*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1994, pp. 133-167.
- Devigne M., « Une "culture de guerre universitaire" ? L'expérience des professeurs de l'enseignement secondaire français mobilisés dans la Grande Guerre », *Amnis, Revue de civilisation contemporaine Europes/Amériques* [En ligne], n° 10, 2011, URL : <http://amnis.revues.org/1387>.
- Devos J.-C., Nicot J. & Guinard P., *Inventaire sommaire des archives de la guerre, série N 1872-1919*, Troyes, Presses de la Renaissance, 1975.
- Ducoulombier R. (dir.), *Les socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expériences*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- Hanna M., *The Mobilization of Intellect. French Scholars and Writers during the Great War*, Cambridge, Harvard University Press, 1996.
- Loez A., « Autour d'un angle mort historiographique : la composition sociale de l'armée française en 1914-1918 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 91, juin-septembre 2008, pp. 32-41.
- Mingat H. (Capitaine), *Des Obligations militaires imposées aux hommes des réserves en temps de paix et en cas de mobilisation*, Paris, Charles Lavauzelle, 1914. Disponible en ligne sur Gallica.
- Prochasson Ch., *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, La découverte, 1993.

14. CARAN, 61AJ/197, « Les normaliens tués et blessés », mai 1917.

15. Merci à François Buton, André Loez et Philippe Olivera pour leurs remarques sur une version antérieure de ce texte.

- Prochasson Ch., « Entre science et action sociale : le “réseau Albert Thomas” et le socialisme normalien, 1900-1914 », in Topalov C. (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1999, pp. 141-158.
- Prost A., « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », *Le Mouvement Social*, n° 222, jan-mars 2008, pp. 41-60.
- Ridel Ch., *Les embusqués*, Paris, Armand Colin, 2007.
- Stromberg R. N., *Redemption by War. The Intellectuals and 1914*, Lawrence, The Regents Press of Kansas, 1982.
- Thiers E., « Droit et culture de guerre 1914-1918. Le Comité d'études et de documents sur la guerre », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 23, 2005/1, pp. 23-48.
- Winter J., *Sites of Memory, Rites of Mourning. The Great War in European Cultural History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.